

# Femmes du monde face au Covid-19:

## «La vie est une ressource essentielle»



Aurélie Leroy

**P**our Aurélie Leroy, historienne et chargée d'étude au Centre tricontinental (ou « CETRI », une ONG basée à Louvain-la-Neuve), la crise est révélatrice des contradictions du système capitaliste néolibéral. Elle rend visibles la place-clé occupée par les femmes dans le système économique et, en même temps, la fonctionnalité de la domination patriarcale et des violences de genre dans ce système. Sur la ligne de front contre la pandémie, et pleines d'un capital de savoirs, d'expériences et de ressources propres, les femmes pourraient toutefois en sortir plus fortes : plus déterminées que jamais à faire société... sans détruire la vie.

### **En juin 2020, vous parliez des femmes dans la crise sanitaire comme les « premières de corvée »<sup>1</sup>. Pourquoi ?**

« Selon l'OMS<sup>2</sup>, les femmes constituent 70 % de la main-d'œuvre mondiale, rémunérée ou non, dans les domaines sociaux et de la santé. C'est ce que Tithi Bhattacharya [*historienne et féministe américaine, ndlr*] appelle le travail du "life-making"<sup>3</sup>, c'est-à-dire de la "réalisation de la vie". Dans les pays du Nord, on a désinvesti depuis longtemps ces secteurs qui bénéficient à la vie : santé, éducation, soin, alimentation, services sociaux, etc. Dans les pays du Sud, c'est encore pire. Avec les plans d'ajustement structurels qui s'enchaînent depuis des décennies [*voir ci-contre*], ces services sont parfois totalement inexistantes, ou réservés à une élite économique très restreinte. La crise sanitaire est arrivée dans ce contexte déjà dégradé. Les rôles traditionnels de genre ont été mobilisés pour pallier le défaut de services publics afin de préserver l'essentiel : la vie. Ce sont donc les femmes qui ont fourni ce travail, rémunéré parfois, mais très souvent de manière gratuite. »

### **La répartition de la charge de travail s'est-elle uniquement faite en fonction du genre ?**

« Les impacts sociaux et économiques de la crise sanitaire sont différents en fonction du genre : ils sont "sexospécifiques". C'est pour cela que le genre est pertinent pour analyser ce moment. Mais, bien sûr, le genre ne suffit pas pour saisir la crise dans toutes ses dimensions.

Il faut aussi considérer les rapports de domination économique et politique entre les pays du Nord et du Sud, les inégalités raciales, les disparités économiques au sein des États ou encore les fragilités

**Chercheuse depuis 15 ans au Centre tricontinental, Aurélie Leroy s'attache particulièrement à suivre les mobilisations des femmes et la situation socioéconomique et politique de l'Asie du Sud. Quelle est sa lecture de la crise sanitaire en termes d'inégalités de genre au niveau global ?**

PROPOS RECUEILLIS PAR SARAH BENICHO

environnementales, évidemment. On le voit très bien dans les pays du Nord, où les tâches qualifiées d'essentielles pendant le confinement – aides-soignantes, aides à la personne, infirmières, ambulanciers, caissières, éboueurs, etc. – sont assurées d'abord par des personnes racisées. Mais, parmi celles-ci, les femmes sont encore majoritaires.

Les rapports de classe pèsent également. Par exemple, en mars, la classe moyenne indienne a congédié les nounous parce qu'elles étaient vues, du fait des préjugés de caste et de classe, comme des vecteurs de contamination... Ainsi, les femmes de la classe moyenne, qui s'étaient émancipées il y a quelques années à travers la délégation de leur travail domestique à d'autres femmes, se sont retrouvées à gérer à nouveau ces tâches. »

***Ces différences de conditions sociales entre femmes, voire leurs intérêts contradictoires parfois, ne devraient-elles pas nous obliger à relativiser l'usage du concept de «genre» pour analyser la crise actuelle ?***

« Des disparités très fortes existent entre les femmes. Certaines ont du pouvoir ou disposent de privilèges comparativement à d'autres. Il faut toujours considérer les situations avec un regard "intersectionnel", qui permet de saisir que les rapports de classe et de race [au sens de "race sociale" et non "biologique", ndr], notamment, sont incontournables pour saisir une situation. Toutes les femmes du monde ne vivent pas la crise de la même manière ni dans les mêmes conditions, mais toutes ont vu leur charge de travail domestique augmenter en même temps qu'elles ont vu leur autonomie économique ou leurs revenus baisser. Le genre ne fonctionne donc pas en vase clos, et se situe à l'intersection d'autres rapports de pouvoir. Ce qui conduit les femmes à ne pas être dominées de la même façon. L'enchevêtrement des inégalités et des oppressions exige donc des réponses et des stratégies de lutte qui ne soient pas hiérarchisées, mais imbriquées. Le genre est un outil critique pertinent pour comprendre cette crise avec une véritable force politique, mais à la condition de le politiser et de le complexifier. »

## EN QUELQUES MOTS

- + Dans le monde, pendant la crise sanitaire du Covid-19, ce sont les femmes qui ont fourni la plus grande partie du travail nécessaire au maintien de la vie.
- + Pourtant, dans leurs activités si essentielles, les femmes sont mal rémunérées, ou pas du tout.
- + Selon la chercheuse Aurélie Leroy, cette situation, qui n'est pas nouvelle, montre l'urgence de rendre collectif le travail de soin.

## PLANS D'AJUSTEMENT STRUCTURELS ?

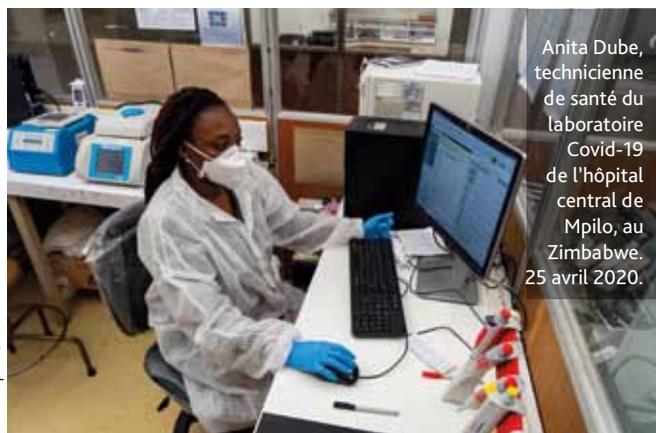
Les plans d'ajustement structurels sont un ensemble de dispositions économiques dictées par les Institutions financières internationales (IFI) comme le Fonds monétaire international (FMI), les banques de développement régionales ou la Banque mondiale (BM), en échange de prêts aux États ou d'un échelonnement de remboursement de leur dette – dont la légitimité est déjà fortement contestée – à des taux très élevés. Les IFI imposent des programmes de «réformes» économiques afin, selon elles, de réduire cette dette. Ces plans se traduisent par le démantèlement de la majorité des services publics qui, pour devenir rentables et répondre aux exigences des IFI, doivent entrer dans le domaine privé et se soumettre à la concurrence. Mis en place au début des années 1980, ces plans servent alors à distinguer les pays dits «du Sud» en opposition aux pays dits «du Nord» qui, eux, restaient maîtres de leurs agendas économiques et de leurs politiques publiques. Mais, depuis près de quarante ans, ces politiques d'austérité forcée ont généré diverses situations, c'est pourquoi il est plus approprié de parler des «Suds» plutôt que d'un seul «Sud». D'autant que des plans d'ajustement structurels ont aussi été mis en place, récemment, dans certains pays dits du «Nord», comme la Grèce (voir *axelle* n° 202).

### ***Les femmes ont-elles vécu d'autres conséquences spécifiques de la crise sanitaire ?***

« Des gouvernements se sont parfois reposés sur l'ordre traditionnel des sexes ou ont exploité le genre dans le sens de leurs intérêts, créant plus encore d'inégalités et de violences dites de genre. Cela a même pu s'imposer comme une manière de gérer l'épidémie : à Bogota, en Colombie, et au Pérou, l'autorisation de sortir pendant le confinement était donnée aux hommes et aux femmes alternativement selon les jours de la semaine. Cela révèle à quel point certains tiennent bec et ongles à cette frontière ! Ainsi, la ségrégation sexuelle dans l'espace public s'est institutionnalisée, et l'existence d'un ordre sexuel supposé "naturel" a été réaffirmée par les autorités politiques.

Partout cette crise a été l'occasion de ramener chacun à ce rôle dit "naturel". Des politiques dirigées spécifiquement contre les femmes ont été mises en place, même si elles ne se sont pas présentées comme telles. C'est atroce d'en prendre conscience, mais cette pandémie le révèle encore une fois : dans le monde d'aujourd'hui, toutes les vies n'ont pas la même valeur et le sexe fait partie des critères qui les hiérarchisent.

Il y a aussi des conséquences indirectes des choix politiques en matière de santé. Des recherches antérieures sur plusieurs épidémies, comme le SRAS ou le virus Ebola, ont démontré les impacts



Anita Dube,  
technicienne  
de santé du  
laboratoire  
Covid-19  
de l'hôpital  
central de  
Mpilo, au  
Zimbabwe.  
25 avril 2020.



Asma Sultana,  
infirmière senior en  
charge de l'unité  
de soins intensifs  
pour patient-es  
atteint-es du Covid-19  
de l'hôpital de la  
Fondation Sajida, à  
Dhaka, au Bangladesh.  
21 mai 2020.

différents des réponses économiques et politiques sur les hommes et les femmes en temps de pandémie. Par exemple, au Sierra Leone, pendant l'épidémie d'Ebola, plus de femmes sont mortes en couches de suites infectieuses que d'Ebola. C'était le résultat de choix politiques : les restrictions d'accès aux soins sont faussement "neutres". Les femmes sont particulièrement touchées dès que le système de santé est saturé car leurs urgences sanitaires sont exclues des services dits essentiels. »

#### **Y a-t-il d'autres choix politiques nés de la crise sanitaire et faussement « neutres » en termes de genre ?**

« Les entraves à l'avortement ont été les plus médiatisées, mais, en réalité, c'est toute la sphère de la santé sexuelle et reproductive qui a été abîmée, encore une fois avec des réalités différentes en fonction du contexte local ou régional antérieur à la crise.

La crise a pu devenir le prétexte pour que les maigres moyens consacrés à la santé sexuelle soient abandonnés dans certains pays. Elle a été l'occasion de s'attaquer directement au droit à la santé sexuelle des femmes et de les réassigner à leur rôle de reproductrices en tentant de réduire leur accès – parfois déjà très restreint – à l'avortement, comme au Brésil ou en Pologne<sup>4</sup>. Cette précarité sanitaire des femmes n'est pas le fruit du hasard, c'est le résultat des plans d'ajustement structurels dans les pays du Sud, des réductions des dépenses de santé publique dans les pays du Nord, mais aussi de décisions politiques de circonstance, tout a fait conscientes, prises à l'encontre des femmes.

Je pense aussi au confinement. En plus d'être impossible à tenir pour tous les gens dont les revenus sont journaliers ou issus de l'économie informelle [60 % de la population mondiale<sup>5</sup>, dont une majorité de femmes dans de nombreux pays du Sud, mais aussi en France ou en Espagne, *ndlr*], le confinement renvoyait les femmes dans l'espace familial, qui ne peut pas être idéalisé comme un refuge ou un lieu sûr. En effet, la famille peut aussi être un espace d'exercice du pouvoir, d'exploitation, de violences et de domination des hommes. Le détournement du travail des femmes au profit des hommes au sein de la famille a été montré par la sociologue Christine Delphy<sup>6</sup> depuis bien longtemps. Le repli dans la sphère familiale qu'est le confinement ne pouvait être qu'une mesure renforçant les inégalités économiques et les violences contre les femmes. »

#### **Donc les femmes sont sacrifiées dans cette crise... alors qu'elles ont permis d'éviter une catastrophe plus grande ?**

« Les femmes étaient déjà largement exploitées avant la crise. D'ordinaire, le travail fourni par les femmes est dévalorisé, voire même ignoré. Cela permet qu'il soit fourni gratuitement ou pour

de très basses rémunérations dans des conditions de travail dégradées. Le sexisme, l'ordre politique hétérosexuel et les violences de genre ont donc une fonctionnalité très concrète pour le capitalisme néolibéral, qui naturalise le travail social de la reproduction [*maternité, soins aux enfants, aux personnes dépendantes, aux hommes, éducation, santé, etc., ndlr*] pourtant essentiel à la survie du système économique, pour le privatiser et l'invisibiliser.

Quand les budgets sociaux, de logement, de santé, d'éducation, d'accès à l'alimentation ou d'entretien de l'environnement sont sacrifiés, c'est sur la vie, et donc sur le dos des femmes, que le capitalisme néolibéral fait des économies pour augmenter ses profits. C'est le cas depuis des décennies partout dans le monde. Mais dans un moment de crise sanitaire comme aujourd'hui, la vie se révèle être une ressource essentielle, même pour le capitalisme : sans travailleurs ni travailleuses pour produire et reproduire, il n'y a plus aucun profit possible !

Cet épisode pandémique a donc sorti le travail reproductif de l'ombre et donné à voir sans équivoque le rôle socioéconomique fondamental que jouent les femmes : il ne peut y avoir d'économie qui tourne sans ce travail du "life-making". C'est pourquoi la crise a inversé – temporairement – le sens des priorités du capitalisme néolibéral et, en quelques semaines, tout le monde a compris quels étaient les métiers réellement utiles [*à la vie, ndlr*]. Cela a surpris tout le monde, c'est une rupture avec l'ordre normal des choses. Si cela s'est marqué à un niveau symbolique, dans les discours ou les applaudissements aux fenêtres, pour les femmes, c'est une expérience sans précédent de prise de conscience potentielle de leur force économique et politique. »

#### **La crise sanitaire pourrait donc devenir un levier d'action politique pour les femmes ?**

« Les décisions politiques prises pendant la crise créent les conditions d'une féminisation durable de la pauvreté dans le monde entier, d'une réduction de l'autonomie économique des femmes et d'une augmentation de leur exposition aux violences médicales, domestiques et sexuelles...

Nous avons vécu une parenthèse, et non une véritable rupture. Rien n'est automatique. La crise a montré que la vie, son entretien et sa préservation, c'étaient d'abord les femmes qui en avaient la charge. La crise a aussi révélé la contradiction entre deux enjeux fondamentaux pour le capitalisme néolibéral : la "production de vie" et le profit. La mise à nu de cette contradiction ne suffit pas pour changer l'ordre des choses, même en temps de crise. Elle peut même, au contraire, accentuer les violences pour maintenir l'ordre néolibéral en place. La mobilisation des femmes, travailleuses de la reproduction sociale, sera déterminante pour un autre avenir.

## EN CHIFFRES

- + Depuis mars 2020, **142 États** (sur 197) ont utilisé, à un moment ou à un autre, le confinement général de la population comme outil contre la propagation du virus, alors que plus de **60 % de la population mondiale vit de l'économie informelle**, que 29 % n'a pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable et 55 % ne dispose pas de services d'assainissement des eaux (sources : UNICEF, OMS).
- + **18 % des femmes en couple ont vécu des violences physiques** ou sexuelles de la part de leur partenaire ces 12 derniers mois (source : ONU Femmes, femmes âgées de 15 à 49 ans).

## LIMITES DES STATISTIQUES

Nombre d'États du « Sud » ne produisent pas de statistiques nationales et, encore moins, de statistiques où le genre entre en considération. Pour tenter de palier ce déficit, l'ONG CARE a publié un rapport le 18 septembre sur les conséquences du Covid-19 à partir de données collectées auprès de 6.000 femmes et 4.200 hommes dans 38 pays des Suds entre le mois de mars et d'août 2020 (*She told us so*, CARE Rapid Gender Analysis) :

- + 55% des femmes considèrent que l'impact le plus important du Covid-19 sur leur vie est la perte de leurs revenus ou de leur emploi. Elles sont 60 % de plus que les hommes à déclarer cela.
- + Les plus grands défis de la crise sanitaire identifiés par les femmes interviewées sont la **faim** (41 %), la **santé mentale** (27 %) et les **violences domestiques** (14 %).

## TRAQUER LE GENRE

Un « Moniteur de suivi » des mesures politiques incluant le genre dans les plans de lutte contre le Covid-19 est apparu sur internet le 28 septembre 2020. Coordonné par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), cet outil infographique interactif et dynamique recense les mesures nationales mises en place concernant la protection économique et sociale des femmes, prenant en compte le travail de soins non rémunéré, le marché du travail et les violences de genre.

<https://data.undp.org/gendertracker>

Dans ce sens, un élément me semble important à souligner, notamment pour des luttes politiques futures. La notion de vulnérabilité, traditionnellement associée aux femmes, a été "dégénérée". La vulnérabilité s'est appliquée à l'ensemble du vivant pendant cette crise : l'importance et la valeur du soin se sont imposées dans les esprits. Ce changement de représentation peut être un point d'appui pour nous obliger à regarder le monde différemment, à prendre conscience de sa fragilité et de son indispensabilité, et à ne plus ignorer les effets néfastes des choix politiques et de nos actions, sur les corps et sur la Terre, comme le disent les écoféministes. »

**Comme les années précédentes, une grève internationale des femmes aura lieu le 8 mars à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Selon vous, quel est l'avenir de cette mobilisation ?**

« L'histoire nous le dira ! Toujours est-il que la grève des femmes aurait une sacrée légitimité à se développer. La pandémie a révélé une crise très profonde, celle du travail reproductif. Elle nous montre l'urgence à collectiviser le travail de soin et à intégrer les problématiques de genre dans les politiques publiques. Les États devraient développer de véritables infrastructures du travail reproductif, afin que cette part essentielle du travail de l'humanité soit reconnue comme telle, rationalisée et rémunérée.

Les femmes ont du pain sur la planche, et elles prennent déjà leur part dans de très nombreuses mobilisations. Elles y jouent un rôle

essentiel, proposant des stratégies novatrices et des modalités de luttes collectives intelligentes, comme on le voit en Biélorussie actuellement, comme elles l'ont montré en Inde ou au Chili, juste avant que le confinement ne vienne stopper les mobilisations... Les femmes sont au cœur des luttes, comme elles sont au cœur de l'économie mondiale. Leur rapport à la préservation de la vie peut être un moteur puissant. Avec cette crise, on entre probablement dans un nouveau moment politique, où les femmes prendront de plus en plus cette place politique, afin que nous parvenions à faire société autrement qu'en détruisant la vie. La boussole de la vulnérabilité sera peut-être un outil-clé dans cette bataille. » ▲

1. « Le genre dans la crise du Covid », [www.cetri.be](http://www.cetri.be), 23 juin 2020. L'expression « premières de corvée » est le titre d'un essai de Timothée de Rauglaudre, LGM Éditions 2019, chroniqué dans *axelle* n° 222.
2. « Gender equity in the health workforce : analysis of 104 countries », OMS, mars 2019.
3. Tithi Bhattacharya, « Le capitalisme privatise la vie et socialise la mort », [www.contretemps.eu](http://www.contretemps.eu), 26 avril 2020.
4. Voir [www.axellemag.be](http://www.axellemag.be). Autre exemple récemment traité dans nos pages : la Roumanie, où l'avortement était déjà menacé, des femmes n'ont pas pu avorter ; d'autres ont dû avorter toutes seules, dans des conditions catastrophiques, et certaines en sont mortes (voir n° 234).
5. « Women and men in the informal economy : a statistical picture », Organisation Internationale du Travail 2018.
6. Christine Delphy, « Par où attaquer le "partage inégal" du "travail ménager" ? », *Nouvelles Questions Féministes*, 2003/3 (Vol. 22), p. 47-71. Disponible en ligne sur [www.lmsi.net](http://www.lmsi.net)